

l'administration publique ; (iii) consolidation du développement humain durable et de la solidarité ; (iv) dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

Le suivi du Plan national de développement économique et social 2021-2025 repose sur un cadre de résultats décrivant les principaux indicateurs de suivi pour chaque axe stratégique et effet attendu. Le cadre de mesure de la performance globale du PNDES II devrait tenir compte des résultats de l'étude sur la rationalisation du cadre de mesure de la performance globale du PNDES I effectuée en 2019 et financée par l'UE qui avait mis en évidence certaines limites (nombre élevé d'indicateurs, non disponibilité de certaines données, etc.).

Le scénario de croissance retenu (7,4 % en moyenne annuel) paraît optimiste au regard de l'incertitude sur le financement de la vision du gouvernement, et peut conduire à une sur-projection des recettes. Malgré ces projections optimistes, le déficit budgétaire (6,4 % du PIB en moyenne annuel) reste constamment au-dessus des critères de convergence de l'Union économiques et monétaire Ouest africaine (UEMOA) en 2021-25. Le gap de financement correspond à 21,43 % du coût total du plan.

Le gouvernement a aussi élaboré un « Plan de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga- Kaya – Dori 2021 -2024 », selon une approche territoriale multidimensionnelle, et progressive en prenant compte des conditions sécuritaires et bien ciblées sur un nombre limité de communes pour assurer un maximum d'impact. La présente action supporte directement les axes 1, 2 et 3 du plan de stabilisation (présence de l'État, réponse à la crise humanitaire et accès aux services sociaux de base).

Le dialogue politique sera poursuivi lors de la mise en œuvre du PNDES II 2021- 2025 sur la base de ce qui avait été fait lors de la mise en œuvre du PNDES I et qui avait permis des échanges de bon niveau, même sur des sujets sensibles. Il devra aussi porter sur les principaux défis macro-économiques auxquels le Gouvernement doit faire face (suivi du plan de riposte contre la COVID 19, volet socio-économique ; élargissement de l'assiette fiscale ; adaptation des procédures de passation des marchés publics aux zones à défis sécuritaire ; maîtrise de la masse salariale ; vulnérabilité de l'économie peu diversifiée ; croissance démographique).

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.2. Politique macroéconomique

Les autorités continuent de mettre en œuvre une politique économique orientée vers la stabilité. La crise du COVID-19 a frappé durement l'économie déjà très fragile, vulnérable aux chocs externes (cours internationaux des matières premières et aux aléas climatiques) et présentant des faiblesses structurelles, en particulier la faible compétitivité, le manque de diversification et de création de valeur ajoutée (principalement matières premières agricoles non transformées). Un défi important sera ainsi de faire face à très court terme aux effets de la pandémie de la COVID-19 et à relancer rapidement l'économie peu diversifiée et fortement dépendante des chocs climatiques.

Après un taux de croissance du PIB de 6,2 % entre 2016 et 2019, le pays a connu une croissance plus faible en 2020 avec un déficit estimé à -4,8 %³ contre 3 % en 2019. En plus des dépenses budgétaires exceptionnelles liées au COVID-19, les fortes augmentations en matière de dépenses sécuritaires et la masse salariale (plus de 65 % des recettes fiscales à fin 2020) font craindre une baisse de l'investissement public et une menace sur la croissance à moyen et long terme, et sur les conditions de vie des populations. La dette devrait augmenter mais rester sous contrôle. Si le pays a un niveau modéré de risque de surendettement, avec un stock de dette publique de 56,2 % en 2020, la forte augmentation de la dette intérieure (32,5 % du PIB en 2020 contre 8,2 % en 2015) du fait des emprunts obligataires, commande un renforcement de la surveillance. Pour le budget initial 2021, le PIB réel est projeté à +7 % et le déficit devrait atteindre 5,1 %. L'épargne budgétaire est quasi nulle (0,2 %) du fait des recettes propres totales (18,3 % du PIB) qui couvrent à peine les dépenses courantes (18,1 % du PIB).

³

DG de l'économie. Note technique, Situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 et perspectives 2021 – 2024, DGEF, avril 2021. Depuis novembre 2020, le pays utilise une nouvelle série des comptes nationaux basée sur le SCN2008 avec 2015 pour année de base.